



## Développements et défis de la Gauche unie espagnole (Izquierda Unida)

*Post scriptum* : Les élections générales qui se sont déroulées en Espagne après la rédaction de cet article ont été très mauvaises pour l'Izquierda unida (IU) : seulement 2 sièges et moins de 4 % des votes. Les prévisions les plus pessimistes sont devenues réalité. Cela souligne le besoin urgent de trouver une solution pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'IU. Un congrès devrait se tenir d'ici peu. Sera-t-il synonyme de nouvelle possibilité pour la gauche espagnole ?

### En bref, l'histoire de l'IU

La Gauche unie espagnole (IU) est officiellement née en 1986, d'une coalition *ad hoc* constituée en réaction au référendum organisé par Felipe González pour ratifier la décision permettant d'entrer dans l'OTAN. Le résultat décevant de ce référendum a exposé au grand jour le sentiment général au sein de la gauche espagnole qu'il y avait un grand besoin d'une alternative de gauche face au tournant socio-libéral du Parti socialiste (PSOE) au gouvernement.

Après les élections générales de 1982, quand le PSOE est arrivé au pouvoir, l'opposition aux politiques de droite menées par les socialistes est venue des syndicats et des mouvements pacifistes. Le PCE a été lourdement frappé par les mauvais résultats électoraux et les scissions ; une partie significative de ses cadres a rejoint le PSOE et le gros des troupes a cessé toute forme d'activité politique. Le reste de l'extrême gauche a suivi le même chemin. Au milieu des nombreux combats isolés et désespérés, les seuls à mener des actions nationales étaient les membres de la CCOO (Confédération syndicale de commissions ouvrières) contre la réforme des retraites et les mouvements pacifiste et antimilitariste contre les bases de l'armée américaine et le service militaire obligatoire.

En dehors de ces faits et de quelques élaborations théoriques, certaines datant de la guerre civile et du

Front populaire, le PCE a conçu ce que l'on a nommé la « politique de convergence ». Elle a été formellement adoptée après le XI<sup>e</sup> congrès qui a eu lieu fin 1983. Le point central de cette nouvelle ligne politique était que :

« Le PCE ne s'est jamais considéré comme acteur unique dans un processus de transformation [...]. Selon nous, cette conception du rôle central des mouvements sociaux est valable à partir du moment où nous, communistes, considérons que nous avons une tâche urgente à accomplir. Celle de faire face à la crise économique actuelle et de démocratiser la société et l'État, pour tendre vers la future société socialiste dans laquelle la portée réelle des transformations et du processus de substitution du pouvoir de l'État par une régulation sociale les rendra encore plus nécessaires. »

Cette décision a conduit à une scission menée par l'ancien secrétaire général, Santiago Carrillo<sup>1</sup>, mais a aussi produit ses premiers résultats avec la création du parti Convocatoria por Andalucía (CA). Le CA était une alliance stratégique créée en Andalousie par l'organisation régionale du PCE et dirigée par le maire de Cordoue, Julio Anguita. Le CA a participé aux élections régionales en 1986 et a obtenu 20 % des votes bien que le PSOE ait gardé la majorité absolue. Entre 1985 et 1988, le CA a réussi à atteindre un niveau de déploiement organisationnel au-delà des limites du parti en termes de qualité et de quantité. Ce déploiement était basé sur une double structure, sectorielle et territoriale. Le consensus était la règle bien que de nouvelles formes de décisions collectives aient commencé à émerger. Le contenu programmatique a atteint un haut niveau de développement.

La nouvelle ligne politique a eu comme autre conséquence la naissance de la Gauche unie (IU). Elle a été créée par une coalition électorale formée par le PCE, le PCPE (parti représentant la ligne dure « pro-



soviétique » issu d'une scission avec le PCE), le PASOC (issu d'une scission avec le PSOE) ainsi que d'autres petits groupes. Le nouveau parti IU a participé aux élections de 1986 avec un petit score, mais toutefois supérieur à celui du PC en 1982. Un an plus tard, en 1987, les résultats des élections locales étaient encore moins bons qu'en 1983, sauf en Andalousie. Cela a été considéré comme une preuve du bien-fondé de la stratégie andalouse et du besoin de développer une stratégie de convergence depuis la base.

En 1988, lors du XII<sup>e</sup> congrès du PCE, Julio Anguita a été élu secrétaire général. Il a aussi été décidé la constitution de l'IU en tant que « mouvement social et politique souverain », bien au-delà de la coalition. Il était entendu que l'IU serait composé de « collectifs et d'individus, communistes, socialistes, et de gauche de toutes origines, engagés dans un programme commun, établi en commun ». C'est l'expérience andalouse qui a été transposée à l'échelle de l'Espagne. Non seulement dans sa dimension politico-organisationnelle mais aussi dans ses objectifs stratégiques. De manière synthétique, ces objectifs étaient : le plein emploi, le développement durable opposé à la croissance économique, la réforme de l'État et une démocratisation générale de la politique espagnole.

Après ces débuts, l'IU a progressé lors des élections suivantes jusqu'en 1996. Le parti a alors gagné des sièges parlementaires là où même le PCE n'avait pas réussi à en gagner. Les meilleurs résultats ont été obtenus aux élections européennes de 1994 (2,5 millions de votes ; 13,67 %) et aux élections générales de 1996 (2,6 millions de votes ; 10,5 %). Pendant cette période, il y a eu une recrudescence des luttes sociales avec deux grèves générales en 1988 et 1994. Lors des élections générales de 1993, la Gauche unie a obtenu 2,2 millions de voix et 18 sièges. En plus des 159 gagnés par les socialistes, cela aurait été suffisant pour avoir la majorité absolue au Parlement (il faut au moins 175 sièges). Cependant, le PSOE a préféré négocier avec les conservateurs catalans. Quelques mois plus tard, l'IU s'est opposé au Traité de Maastricht au Parlement ce qui a constitué un problème stratégique pour Felipe González.

En 1996, l'IU a obtenu le meilleur résultat électoral de son histoire mais la droite du Parti populaire (PP)

a gagné les élections à la majorité relative. Le cycle politique avait tourné et, en 2000, le PP a gagné les élections avec la majorité absolue de sièges à l'Assemblée. La grande mobilisation contre la guerre en Irak et surtout les attaques à la bombe de 2004 ont permis de redonner le pouvoir aux socialistes, mais cette fois-ci avec un IU en déclin (1,4 million de votes et 5,9 % en 2000 ; 1,3 million de votes et 4,96 % en 2004).

### Les luttes internes de l'IU depuis 1996

Lors du XIII<sup>e</sup> congrès du PCE en 1991, un conflit est né entre ceux qui défendaient le besoin d'enterrer « avec les honneurs » le vieux PCE et qui souhaitaient construire un nouveau « parti de gauche » en dehors de l'IU et ceux qui voulaient garder des partis actifs au sein de l'IU qui à son tour ne devait pas devenir un parti mais demeurer un « mouvement politique et social » sans définition idéologique mais avec une définition pragmatique. Il faut comprendre cette crise dans le contexte de l'époque : la disparition du bloc soviétique et les débats dans les mouvements communistes à travers le monde, et tout particulièrement les décisions prises par le PC italien qui a toujours eu beaucoup d'influence sur le PC espagnol.

Bien que les thèses avancées par ceux qui pensaient pouvoir mettre un terme à l'existence du PCE aient échoué — ce qui les a fait quitter le parti — la lutte a perduré au sein de l'IU. Pendant 5 ans, une grande partie des dirigeants qui soutenait l'idée de transformer l'IU en parti de Nouvelle gauche s'est battue pour ses positions. Finalement, ils ont créé le Parti démocratique de la nouvelle gauche (PDNI) et sont restés à l'intérieur de l'IU jusqu'en 1997.

La confrontation la plus houleuse a eu lieu lors des votes pour l'UEM et le Traité de Maastricht au Parlement. Le PDNI, suivant les critères des syndicats de travailleurs, a soutenu un « oui critique ». La majorité de l'IU, menée par Julio Anguita, et le PCE ont soutenu le « non »<sup>2</sup>. Les parlementaires du PDNI ont dérogé à la discipline de vote et ont été critiqués. Anguita a aussi critiqué les syndicats pour leur soutien aux « politiques néolibérales ».



Après les élections de 1993, l'IU avait besoin des votes des conseillers socialistes pour nommer les maires de Malaga et de Cordoue. Le PSOE, pensant probablement aux conséquences que pouvait avoir à long terme le fait de donner ces villes à l'IU, a préféré laisser le PP nommer les maires. L'IU a répliqué dans les Asturies où le gouvernement régional est tombé entre les mains du PP car la gauche était incapable de trouver un accord pour le vote. Le PSOE a réussi à faire croire que c'était l'IU qui avait rejeté l'accord.

Lorsque l'IU et le PP ont accusé le gouvernement socialiste de « terrorisme d'État », après que deux activistes de l'ETA avaient été retrouvés torturés et leurs corps brûlés et enterrés dans la cave d'un poste de police, le PSOE et le PDNI ont accusé Anguita d'avoir conclu un accord secret avec le PP pour renverser Felipe González. La direction du syndicat CCOO (syndicat où le PCE était censé avoir plus d'influence, comme au sein de la CGT ou du CGIL) a appuyé cette accusation. C'est aussi ce qu'ont soutenu les principaux médias, particulièrement le très influent *El País* qui soutenait activement Felipe González et qui a lancé une large campagne visant à discréditer Anguita. Toutes ces histoires sont connues en Espagne sous le nom de la « pinza », la pince, et elles représentent encore et toujours un lourd boulet pour l'IU.

Ce débat était dans une grande mesure mélangé avec, et caché par, un débat organisationnel sur la démocratie au sein de l'IU et sur le rôle du PCE et des autres partis. Mis à part ceux qui étaient ouvertement en faveur d'une dissolution du parti, dans beaucoup de sections et fédérations du PCE, la direction s'employait pleinement à lutter pour gagner des positions dans l'IU ; l'activité des membres du parti était limitée au seul ralliement derrière tel ou tel dirigeant dans les différentes luttes menées. Des centaines de militants indépendants qui avaient rejoint l'IU les années précédentes se sont démoralisés et sont partis. Ces événements ont provoqué une grande lassitude à la base du parti et un manque de débats politiques au sein du PCE, mis à part ceux portant sur les questions internes.

### Après 2000. Le « nouveau » débat

Le PDNI a quitté l'IU en 1997 emmenant 5 parlementaires sur 22 et a rejoint le PSOE en 2000.

Julio Anguita a démissionné en 1999 après une deuxième attaque cardiaque<sup>3</sup>. Paco Frutos, secrétaire général du PCE, l'a remplacé comme candidat aux élections de 2000. Plus tard, Gaspar Llamazares a été élu coordinateur général de l'IU, puis il a été le candidat du parti aux élections de 2004.

Depuis qu'il est en poste, Llamazares prône une « refonte » de l'IU comme parti politique vert-rouge. Bien que cette proposition ait été rejetée lors des deux dernières assemblées fédérales, Llamazares et le noyau des dirigeants qui l'appuient ont persisté dans l'idée d'une force politique « postcommuniste » capable de conclure des alliances avec les Verts et tous les nationalistes de « gauche ». En quelque sorte, il suit assez clairement le chemin qu'a pris le parti IC, Iniciativa per Catalunya, qui était l'IU version catalane<sup>4</sup>, le seul endroit important où le projet du PDNI a réussi.

En pratique, Llamazares a appuyé Zapatero au Parlement pendant la dernière législature et plus récemment il s'est proposé pour faire partie du gouvernement dirigé par le PSOE après les élections générales du 9 mars. Cela a provoqué un important scandale dans les rangs du PCE — auquel il appartient formellement — et dans d'autres composantes de l'IU. Dans la course aux candidats à l'élection, il a soutenu des non communistes ainsi que toutes sortes d'alliances avec les Verts et les nationalistes de gauche.

Le PCE et d'autres courants ont essayé de le remplacer comme candidat mais lors des primaires de novembre<sup>5</sup> il a obtenu une majorité de 62 %, même s'il y a eu une opposition de 38 %. Ces chiffres sont symptomatiques de l'état actuel de l'IU et du PCE : la démoralisation des membres du parti et un faible taux de participation. Quels que soient les résultats des élections, la dynamique politique de l'organisation reste très faible.

### Quelques conclusions

Le texte, schématique, ci-dessus, retrace le chemin parcouru jusqu'à la situation actuelle. On peut le décrire en termes de clash de deux stratégies au sommet et d'une participation toute relative de la base. La première stratégie, celle de Llamazares, est une tentative clairement inspirée des précédentes



tentatives du PDNI de refonte de la nouvelle gauche postcommuniste. Les fondements de cette stratégie seraient une sorte de mélange contradictoire composé d'anciens militants de gauche tournés vers les politiques identitaires, de syndicalistes pragmatiques et élus, qui se rangeraient en paroles derrière les tendances « progressistes » à la mode et mélangeraient le tout à un problème spécifiquement espagnol, celui des nationalismes, pour finalement ne faire qu'ajouter à la confusion. C'est une stratégie d'en haut, car ce n'est rien de plus qu'un projet avant tout médiatique qui ne réclame pas d'organisation après les élections.

La seconde stratégie, celle du PCE, n'est pas si claire que cela. D'un côté, les principes culturels et idéologiques qu'elle énonce permettent de jeter l'opprobre sur la stratégie de Llamazares, surtout du côté « rouge ». D'un autre côté, elle souffre d'un double handicap. Elle ne peut pas échapper à la crise générale dont souffrent les vieilles politiques et elle manque de propositions stratégiques adaptées à la conjoncture politique actuelle. En conséquence, le PCE est condamné à se battre sur le terrain bureaucratique avec Llamazares pour essayer de gagner de l'espace grâce à toutes sortes d'alliances avec des « tiers » et des groupes modérés. En ce sens, cela ne motive pas réellement la base même des membres du parti, surtout les plus critiques. La guerre reste ouverte au sommet.

Assez étrangement, l'IU prétendait montrer « une autre manière de faire de la politique ». Ce qui se passe aujourd'hui contredit ces prétentions. Ces dernières années, le niveau de démocratie interne est descendu au-dessous du minimum. En fait, quelques bons principes ont été fixés au début, mais la plupart ont été victimes de routines et de pratiques démodées qui ont refait surface lors du conflit avec le PDNI.

L'IU a aussi tenu un discours politique adapté au moment de la mise en place des politiques socio-libérales et aussi quand il a fallu pointer du doigt les insuffisances de l'*establishment* de la politique espagnole à cette période. Ce discours politique pouvait permettre aux nombreux militants déçus par les socialistes à la fin des années 1980 et 1990 de s'organiser. Il a aussi permis de soulever des questions cruciales concernant le travail, les droits sociaux, les

problèmes démocratiques dans l'État, la citoyenneté européenne ainsi que l'environnement et les problèmes de paix. Le plein emploi était un slogan fort. Il est clair que l'IU a pu grandir grâce à ces bases.

Depuis que le PP est arrivé au gouvernement en 1996, les choses ont changé. Aujourd'hui, nous avons quasiment atteint le plein emploi, avec beaucoup de précarité et 10 % de la force de travail composée de migrants. La destruction de l'environnement et les émissions de dioxyde de carbone vont de pair avec le développement du logement et ainsi des emplois et de la consommation. La moitié de la population n'a pas connu, ou était trop jeune pour connaître, Franco. Elle considère l'UE comme un acquis. Il faut un nouveau discours ; c'est maintenant d'autant plus urgent que les temps les plus durs sont à venir sous la forme d'un effondrement économique.

Le PCE amorce une réflexion sur les nouveaux problèmes que sont l'actuel modèle d'accumulation et les déficits démocratiques. C'est un premier pas intéressant vers un renouveau des propositions politiques. Cependant, ces dernières années, une grande partie des liens existants avec la société espagnole a été brisée. Il y a, bien sûr, toujours des communistes, mais toutes ces années passées à discuter des problèmes de l'IU ont fait de la réalité de la société un problème relevant des « affaires étrangères » pour le parti en tant que collectif. Il est maintenant urgent de renouer ces liens. Tout le monde sait qu'il va falloir faire un effort conséquent pour restaurer la communication avec les gens du monde réel, ce qui n'est pas une mince affaire.

D'un autre côté, qu'en est-il de la convergence ? L'IU n'est qu'une étape de la longue histoire de la convergence comme l'a été le Front populaire. Au moment où j'écris cet article, on ne peut pas savoir ce qui est à venir dans un futur proche. Si le parti survit, il devra s'élargir. Peut-être que l'IU, s'il se débarrasse de ses manières de « département international » et s'ouvre à un militantisme souple et à une articulation pragmatique non sectaire, pourra offrir la possibilité d'un regroupement plus large. Les échecs de l'IU ne sont en aucun cas une raison d'abandonner la lutte pour trouver de nouvelles formes de convergence démocratique dans l'action politique, bien au contraire.



Si nous devons retenir l'essentiel de la leçon, ce serait cela : l'IU échoue car il se comporte comme un courant interne et non comme un parti porteur d'une idéologie, d'analyses et d'une existence sociale.

### Javier Navascués



#### Notes

- 1 La nouvelle stratégie a fait appel, à bien des égards, à ceux qui avaient quitté le parti par désaccord avec Carrillo et qui avaient trouvé refuge dans les mouvements sociaux.
- 2 La position avait été décidée à la 3<sup>e</sup> assemblée fédérale (congrès) de l'IU en 1992.
- 3 La première était survenue en 1996, au cours de la campagne d'élection générale.
- 4 Dans le communisme espagnol, la Catalogne a toujours eu une organisation indépendante de celle des autres régions, de manière « fraternelle ». Le PSUC, version catalane du PCE, a décidé de se « geler » lui-même au début des années 1990, ouvrant la voie à l'IC en tant que parti politique. En 1998, une force politique concurrente a été créée, appelée EUiA, soutenue par l'IU. Depuis 2003, l'IC et l'EUiA ont constitué une coalition électorale allant ensemble aux élections. L'IC se dit maintenant être un parti Vert.
- 5 Faites à travers des votes par correspondance.